

# Les classes sociales, un outil indispensable pour comprendre les inégalités

21 février 2017



Nous sommes dans une situation paradoxale : les inégalités sociales se creusent, le capitalisme n'a jamais semblé aussi puissant, la conscience des inégalités est des plus vives... et, pourtant, les représentations de la vie sociale en termes de classes sociales semblent décliner. Le phénomène le plus marquant est sans doute l'émergence dans l'espace public, dans les représentations et les mouvements sociaux, de clivages sociaux qui, jusque-là, semblaient invisibles ou naturels, « écrasés » par les inégalités et les rapports de classes.

Longtemps identifiée à la question du travail ouvrier et de la misère du salariat, la question sociale s'est déplacée vers d'autres clivages. Ce sont d'abord les clivages culturels opposant les « minorités visibles » aux « Français de souche », et comme ces clivages sont associés au chômage de masse et à la ségrégation urbaine, il en a résulté une transformation profonde de la question sociale. Auparavant centrée sur l'exploitation, l'usine et le travail ouvrier, la question sociale s'est déplacée vers les « quartiers difficiles », le chômage des jeunes, la diversité des cultures et la formation de nouvelles « classes dangereuses »<sup>[1]</sup> Alors que les classes sociales ont été essentielles dans la formation de la société industrielle, elles sont emportées avec sa décomposition, qui n'est évidemment pas la disparition du salariat, mais l'épuisement d'une structuration des droits et des identités autour du salariat et notamment du salariat ouvrier conçu comme une avant-garde du progrès et du changement. Non seulement les ouvriers sont moins nombreux, mais la condition ouvrière s'est diversifiée, les employés sont majoritaires et les grands bastions de la classe ouvrière paraissent irrémédiablement perdus.

Sur fond d'effacement relatif des classes sociales, d'autres clivages sociaux paraissent aujourd'hui tout aussi importants que les clivages de classes. (...) Le recensement des objets choisis par les sociologues durant les trois dernières décennies indiquerait sans doute une multiplication des centres de gravité vers d'autres inégalités. (...)

Dans les représentations sociales, la classe ouvrière productrice de richesses et de conflits est remplacée par des classes moyennes plus ou moins pauvres (...). Les niveaux se substituent aux barrières, les classes moyennes fixent la norme et nous savons que la grande majorité des Français se définissent comme appartenant à des « classes moyennes », c'est-à-dire comme des individus ayant un mode de vie « normal » ou aspirant à ce mode de vie. Ce mécanisme d'auto-identification accentue d'ailleurs les sentiments de frustration et la conscience des inégalités.

Il semble aussi que les conceptions de la justice sociale se transforment insensiblement : au modèle de la réduction des inégalités de classes se substitue l'idéal de l'égalité des chances qui met en cause l'équité des épreuves bien plus que les inégalités de structure. Le thème de la discrimination se substitue alors à celui de l'exploitation. D'ailleurs, sans que l'on prenne toujours la mesure de ce changement, le vocabulaire des acteurs et des sociologues a changé sensiblement ; la « bourgeoisie » et la « classe ouvrière » ont été respectivement remplacées par les « riches » et les « pauvres », ou les « exclus », les « classes populaires » et, surtout, par les « classes défavorisées ». Cette dernière expression indique innocemment que la norme de l'école et des classes moyennes issues des concours et des compétences scolaires s'est imposée jusqu'à définir les groupes dominés en termes de handicaps. Handicaps pour construire une réussite scolaire et un parcours de mobilité devenus la norme commune. On condamne moins les inégalités de conditions que les obstacles qu'elles dressent sur les chemins de la mobilité et de la méritocratie.

À l'exception des très riches qui semblent posséder tous les attributs des classes sociales – homogénéité des modes de vie, conscience des intérêts et capacité de les promouvoir – tout se passe comme si les inégalités de classes avaient laissé la place à des inégalités multiples et d'autant plus insupportables qu'elles sont hétérogènes et individualisées. Il va de soi que ce processus est renforcé par les transformations du capitalisme qui brisent le rapport de classes « direct » entre les ouvriers et les patrons. Avec la « financiarisation » du capitalisme, l'organisateur du travail n'est plus

nécessairement le maître de l'économie et de l'investissement. Ne voit-on pas des ouvriers occuper l'entreprise pour que le « vrai » patron se dévoile ? Alors les clivages moraux et nationaux ont toutes les chances de se substituer aux clivages sociaux. Aujourd'hui, une partie du « vote de classe » des travailleurs passerait par les détours de la défense de l'identité nationale, par le refus de l'Europe, par la peur de perdre le cadre même de l'action sociale/nationale. Cette évolution nous rappelle que le régime des classes sociales s'est déployé dans des sociétés et des économies nationales et qu'il est donc bousculé quand ce que l'on appelle la globalisation menace ces cadres nationaux comme cadres d'action souverains et autonomes.

L'âge d'or des classes sociales et de la sociologie des classes conçue comme une sociologie générale a été celui des sociétés industrielles nationales construisant leur intégration et leur État-providence autour des conflits de classes. Cet âge est celui d'une forte correspondance de l'analyse économique et du fonctionnement de la société puisque le système économique se déploie dans le cadre national. Avec les classes sociales, l'analyse du capitalisme se transformait en description des catégories sociales ; les catégories du capital et du travail s'incarnaient directement dans des groupes sociaux relativement homogènes et ayant une conscience de leurs intérêts. De cette manière, l'analyse des inégalités sociales était aussi une description de la structure sociale et de l'action collective. Tant que nous vivions dans des sociétés industrielles nationales, c'est-à-dire dans des sociétés dominées par une bourgeoisie nationale, protégée par des frontières et des monnaies nationales, cette représentation socio-économique des inégalités en termes de classes a été relativement hégémonique. Cette perspective possédait aussi une force critique en montrant comment les inégalités sociales étaient aussi des formes de domination. (...)

L'abandon d'une analyse en termes de classes sociales n'est pas sans faire courir quelques risques à la sociologie. Le premier est celui du renoncement à percevoir les inégalités sociales comme une structure et un mécanisme : sans classes, les inégalités sont multiples, s'agrègent, se croisent et se neutralisent sans former un système. Alors, le système est « irréprésentable », parfaitement individualiste, dominé par des parcours, des réseaux, du capital social et des ressources bien plus que par des rapports sociaux. Chaque sociologue devient le spécialiste et le propriétaire d'une inégalité rapidement mise en concurrence avec d'autres. Le second risque est de dissoudre le couplage des inégalités sociales et de la domination, le couplage des classes, de la conscience de classe, de la résistance et de l'action. Or, ni la domination sociale, ni les mille résistances n'ont disparu. Même si la structure des classes sociales et les relations entre les classes se sont profondément modifiées, l'analyse en termes de domination de classes ne saurait donc être abandonnée.

C'est pour cet ensemble de raisons que la notion de classes sociales reste un marqueur idéologique et un projet de penser la vie sociale comme une totalité. Si elle rappelle que la domination fait partie de la vie sociale des sociétés contemporaines, elle souligne surtout que la domination ne se dilue pas totalement dans les interactions et dans les catégories mêmes de cette vie sociale puisqu'elle repose sur des intérêts contradictoires et des conflits. Bref, elle affirme qu'il existe des acteurs dominants et des acteurs dominés. Or, au moment où le capital, parfaitement international, financiarisé et abstrait apparaît plus comme un système que comme un acteur, au moment aussi où le travail se diversifie et se dénationalise, au moment enfin où les organisations, les techniques et les systèmes experts, mettent de plus en plus de distances et de médiations entre les acteurs, il est bon de rappeler que les intérêts, les projets et les volontés hégémoniques de classes sont toujours là. D'ailleurs, personne ne doute de la réalité de la conscience de classe des dirigeants.

François Dubet, professeur émérite à l'université de Bordeaux et directeur d'études à l'EHESS. Dernier ouvrage paru : *Ce qui nous unit. Discrimination, égalité et reconnaissance*, La République des idées-Seuil, octobre 2016.

Cet article est extrait de 'Classes sociales et description de la société', publié dans le n°10 de la *Revue Française de Socio-Economie*, 2012. L'article complet est [en accès libre](#).

Photo / Fotolia

[1] Nouvelles catégories de population qui mettraient en cause l'ordre établi, notamment les jeunes des cités.

---

Emplacement :

[Accueil](#) > [Articles](#) > [Analyses](#) >

Adresse de cet article : <https://www.inegalites.fr/Les-classes-sociales-un-outil-indispensable-pour-comprendre-les-inegalites>